

Bélarus : apprendre à se mobiliser pacifiquement

Description

Les mobilisations politiques qui se poursuivent au Bélarus depuis plus de six mois sont le fait de citoyens qui, pour la plupart, n'avaient auparavant jamais participé à des manifestations contestataires. Pour une large partie des Bélarusses, il s'agit d'apprendre à se mobiliser, à résister à la violence et à se solidariser.

Les élections bélarusses d'août 2020, vouées à être conduites dans une atmosphère de désinvolte général, se sont au contraire déroulées dans une ambiance de politisation de l'électorat sans précédent par son ampleur, impliquant des citoyens de tous âges et de toutes catégories sociales, pour la plupart politiquement non-engagés jusqu'alors. Par le passé, les mobilisations politiques les plus importantes n'avaient jamais rassemblé plus de 10 000 personnes. Au cours de l'été et de l'automne 2020, ce sont souvent plusieurs centaines de milliers de personnes qui ont pris part aux manifestations du dimanche.



Une protestation pacifique

La mobilisation bélarusse est pacifique, que ce soit en raison de la mentalité bélarusse ou de la stratégie promue par la plupart des leaders d'opinion représentant l'opposition, dont Sviatlana Tsihanouskaïa, la rivale du président sortant Aliaksandr Loukachenka. Certains estiment que cette mobilisation ne peut de toute façon être autre que pacifique compte tenu du nombre de policiers par habitant au Bélarus, largement plus élevé par exemple qu'en Ukraine voisine (726 policiers pour 100 000 habitants, contre 428 en Ukraine, selon *Be/SAT*).

Le caractère pacifique de cette mobilisation s'expliquerait également par l'absence d'expérience en matière de confrontation par la force au sein de la société bélarusse. Là encore, la comparaison est faite avec certains groupes ultranationalistes actifs en Ukraine lors des événements de Maïdan en 2013-2014. Le régime bélarusse, très répressif, a lutté depuis longtemps avec zèle contre l'émergence de tout groupe apte à contester son pouvoir, qu'il s'agisse d'anarchistes, d'ultra-nationalistes, de représentants du crime organisé ou de supporters de football. Par exemple, en mars 2017, lors des manifestations contre le décret visant à taxer le « parasitisme social », les autorités [ont fabriqué une affaire de « L'Égion blanche »](#) et arrêté une trentaine de personnes appartenant à un club patriotique non enregistré. Accusés de prouvoquer des émeutes, les prévenus ont été relâchés six mois plus tard, faute de preuves. Cette pratique d'[« autoritarisme préemptif »](#), concept forgé par le chercheur Vitali Silitski, a découragé plus d'un candidat à l'anarchisme. Les poursuites contre les « fauteurs de troubles » vont de plus belle depuis l'été dernier,

prises en lumière par les accusations *ad nomen* sur les chaînes de télévision publiques, les arrestations abusives et le passage à tabac de figures imminentes du mouvement, comme le blogueur et commentateur politique Mikolaj Dziadok, [arrêté le 12 novembre](#) puis contraint de faire des aveux publics dans [un état physique inquiétant](#).

Un apprentissage facilité par les réseaux sociaux et l'opposition classique

L'apprentissage de la mobilisation est facilité par l'utilisation massive des réseaux sociaux, dont les chaînes Telegram. Cette messagerie devenue très populaire au Bélarus, où les coupures d'Internet pendant les manifestations sont courantes, permet de contourner ce désagrément et de continuer à diffuser l'information à une échelle bien plus large que de nombreuses autres applications similaires.

Les chaînes Telegram ont aidé les manifestants à se coordonner en diffusant par exemple l'itinéraire des grandes marches dominicales qui se sont tenues à Minsk jusqu'à fin novembre 2020, le point de rassemblement pour la marche des personnes âgées, etc. Ces instructions n'ont pas forcément été suivies à la lettre et il est arrivé que les manifestants modifient leurs projets en fonction de la situation (notamment du degré de violence exercée par les forces de l'ordre).

Les Bélarusses apprennent à se mobiliser par exemple, grâce notamment au visionnage de photos ou de vidéos publiées sur les réseaux sociaux. De nombreuses actions se transforment en *flashmobs*, reproduites à une très grande échelle. Après l'assassinat, le 12 novembre 2020 par les forces de l'ordre, du manifestant pacifique Raman Bandarenka, discrédité par les chaînes publiques qui l'ont décrit comme ivre et de ce fait agressif, l'action «*O pro mille*» (*Zoro* pour mille) a consisté à s'afficher avec une pancarte «*O 0*» faisant référence à la prise de sang de la victime attestant qu'il n'avait pas une goutte d'alcool dans le sang a été reproduite par de nombreuses personnes. Au départ, cette action a été initiée par un groupe de médecins désireux de marquer leur solidarité avec leur collègue détenu pour avoir rendu publics les résultats de l'analyse sanguine de Raman Bandarenka. Plus tard dans la journée, ce sont les journalistes du portail indépendant *tut.by* qui ont repris l'action pour protester contre l'arrestation de leur collègue Kateryna Barisevitch, coupable d'avoir publié ces résultats. Le médecin et la journaliste, accusés d'avoir violé le secret médical, ont été condamnés le 2 mars, respectivement, deux ans (avec sursis) et six mois de prison. L'action «*O 0*» a été reprise [par des habitants de divers quartiers de Minsk](#).

Autre forme de mobilisation, à la suite de la détention de Volga Hizhynkova, Miss Belarus 2008 qui a enchaîné plusieurs peines administratives (48 jours au total dans des [conditions inhumaines](#)) pour avoir participé aux manifestations, de nombreuses femmes ont posté sur les réseaux sociaux des [photos d'elles en collants](#) accompagnées de la photo de V. Hizhynkova sur la boîte d'emballage et du hashtag [#YaMyHizhynkova](#).



Action de solidarité avec Miss Białorusi 2008, Volga Hizhynkova (photo : Nacha Niva).

Les Biélorusses apprennent également à résister à la violence exercée par la police anti-émeute et les unités spécialisées du ministère de l'Intérieur. La formation de chaînes serrées (*stsepka*) avec d'autres manifestants pour éviter l'arrestation d'individus ou l'usage de parapluies pour se protéger contre le gaz lacrymogène et les attaques des canons à eau sont devenues des pratiques courantes durant l'été et l'automne 2020. Certaines chaînes Telegram diffusent également des conseils qu'elles reçoivent de leurs abonnés : par exemple, quels vêtements porter lors des manifestations et qu'avoir sur soi pour mieux supporter les nuits en centre de détention (de nombreux détenus ont témoigné de la présence de parasites, de conditions sanitaires déplorable, de l'absence de matelas ou encore du maintien des lampes allumées toute la nuit).

Les médias indépendants jouent également un rôle important en interviewant, à leur sortie de détention administrative, des personnalités connues qui relatent leur expérience. Au début de la mobilisation, l'expérience de l'opposition classique s'est également avérée précieuse : victimes de répression depuis le début de la présidence de Loukachenka, certains ont diffusé sur les réseaux sociaux des conseils concernant notamment le contenu des colis à envoyer dans les centres de détention temporaires, ou ont rappelé la nécessité d'adresser des lettres de soutien aux détenus, etc.

La mobilisation en cours a par ailleurs créé des solidarités par corps de métier ainsi que [par quartiers](#). Dès lors, les activités protestataires et de gouvernance locale sont coordonnées via des chats. Des chaînes Telegram comme t.me/dvor_power sont dédiées spécifiquement au partage de pratiques de mobilisation entre activistes des quartiers.

Apprendre à marquer l'espace public par des symboles de résistance

Une des formes de résistance passe par l'appropriation de l'espace public : on assiste à son marquage par des symboles de résistance, que ce soit le drapeau historique blanc-rouge-blanc aboli par A. Loukachenka en 1995 ou les photos et images de personnalités symboles de la contestation (S. Tsihanouskaya et son mari, la retraitée Nina Bahinskaïa, Maryya Kalesnikava, [des DJ](#), l'avocat Maxim Znak, etc.)

La lutte déterminée menée à l'encontre de ce phénomène par les autorités biélorusses (incarénées par les services communaux ou le ministère des Situations d'urgence, qui agissent sous la surveillance et la protection des forces de l'ordre) a forcé les manifestants à apprendre la clandestinité pour marquer l'espace public. De nombreux Biélorusses, fiers de leurs actions,

ne hésitent pas à se comparer aux partisans luttant contre les fascistes durant la Seconde Guerre mondiale. On partage les idées sur la meilleure façon de fabriquer un drapeau bon marché et de l'attacher entre deux immeubles, de sorte que les particuliers ne soient pas identifiés et punis, sur les codes vestimentaires blanc et rouge qui rappellent le drapeau (c'est le cas en particulier chez [les étudiants dans de nombreuses universités](#)), sur la façon de [protéger tel mur tagué](#)... Pour ceux qui souhaitent créer des tags, il existe même une chaîne Telegram baptisée « Les murs sont nos médias » à t.me/stenismi, elle publie des réalisations d'artistes à reproduire.

Durant la saison hivernale, les manifestants ont innové, par exemple en plaçant des drapeaux déployés sous l'eau glacée des lacs ou en utilisant le blanc et le rouge comme décorations de Noël.



Le drapeau blanc-rouge-blanc sous l'eau gelé d'un lac biélorusse, accompagné du message « Je sors », derniers mots écrits dans le chat de son quartier par Raman Bandarenka, juste avant son assassinat (photo : Nacha Niva).

Si la mobilisation semble actuellement dans une impasse du fait du maintien au pouvoir d'un Loukachenka qui continue à appuyer sur des forces de l'ordre et une verticalité de l'appareil exécutif demeures loyales, il n'en reste pas moins que, pour les Biélorusses qui doivent innover afin de se faire entendre, l'apprentissage de la mobilisation se poursuit. Et cela dans un contexte où les répressions se durcissent et où les verdicts à l'encontre des manifestants sont disproportionnés. Dès après le centre de défense des droits de l'Homme Viasna, il y a actuellement [près de 260 prisonniers politiques](#) dans le pays.

Vignette : « Nous nous tenons effrontément, d'olibriement » : action de protestation dans un quartier de Minsk, en référence aux paroles du chef du KGB qui a affirmé qu'Alexandre Tarakovsky, tué par la police anti-émeutes le 10 août 2020, se tenait face aux OMON « d'olibriement et effrontément » (photo libre de droits).

* Ekaterina PIERSON-LYZHINA est docteure en sciences politiques de l'Université libre de Bruxelles (ULB)

244x78

Image not found or type unknown

date création

08/03/2021

Champs de Métier

Auteur-article : Ekaterina PIERSON-LYZHINA*